eit.ilc@fr.oleane.com

Bas les pattes de la nation vénézuélienne !

Dimanche 20 mai, ont eu lieu, au Venezuela, les élections présidentielles. Le Conseil national électoral a rendu compte des résultats : 68% des voix exprimées s'est porté sur le Président sortant Nicolas Maduro et 21% sur Enrique Falcon qui proposait la dollarisation de l'économie du pays. Ceci, malgré le boycott d'une partie de l'opposition et malgré les menaces de l'administration Trump et des gouvernements subsidiaires des Etats-Unis en Amérique latine. Tout comme les institutions et gouvernements européens qui ont menacé de ne pas reconnaître les résultats électoraux et d'appliquer de nouvelles sanctions, alors que quasi 47% du corps électoral a participé au scrutin, soit au total 9,2 millions de voix.

Aussitôt après le résultat, 14 gouvernements d'Amérique latine ne l'ont pas « reconnu » et ont rappelé pour consultation leurs ambassadeurs. Et c'est justement le cas de pays comme la Colombie, le Pérou ou le Chili pour lesquels les chiffres d'abstention lors les dernières élections sont aussi importants.

Les menaces d'une intervention encore plus directes contre le Venezuela sont annoncées. C'est ainsi que s'est exprimé l'amiral Kurt Tidd, commandant en chef du *Comando Sur*, basé au Honduras, qui estime qu'il est nécessaire « d'abattre la dictature vénézuélienne ». Trump lui-même a pris de nouvelles mesures pour asphyxier financièrement le pays et bloquer les exportations de pétrole vers les Etats-Unis.

Des annonces de ce type se sont multipliées tant de la part du gouvernement putschiste du Brésil comme de celui de Rajoy en Espagne (dont l'ancien trésorier du Parti Populaire, son parti, vient d'être condamné à 33 ans de prison pour corruption).

Le vote majoritaire des travailleurs du Venezuela a un sens très clair : les travailleurs se sont saisis de la principale promesse de Maduro pendant sa campagne électorale de reprendre en main l'économie pour récupérer et améliorer les services publics, la santé, l'éducation nationale, les transports, les salaires et pour la défense et l'application du code du travail (loi dite LoTTT).

C'est donc pour cela que l'impérialisme US ainsi que ses supplétifs dénient aux travailleurs et au peuple vénézuéliens le droit de décider de leur sort, de choisir librement leur président

La défense de la souveraineté de la nation vénézuélienne, dont le pilier central est le peuple travailleur, engage les militants et les organisations qui en Amérique latine et dans le monde combattent pour les droits des peuples et des travailleurs, contre l'impérialisme et les gouvernements à son service.

L'Entente internationale des travailleurs et des peuples, à la veille de la réunion de constitution du Comité international de liaison et d'échange (Cile) qui aura lieu à Paris les 8 et 9 juin soumet à toutes les organisations ainsi qu'à tous les militants qui participent aux activités de l'EIT, la proposition d'impulser toute action qu'ils jugent adéquate. Ceci pour combattre l'ingérence impérialiste dans les affaires de la nation vénézuélienne, en défense de la légitimité du vote exprimé lors des élections du 20 mai dernier et donc de la souveraineté du Venezuela.

Les coordinateurs de l'EIT

Louisa Hanoune, secrétaire générale
du Parti des travailleurs d'Algérie

Dominique Canut, au nom du Bureau national
du Parti ouvrier indépendant de France